

# Prologue

## Le poids de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque

### 1. *L'Empire ottoman et l'Allemagne : un rapprochement stratégique*

#### *Le développement des relations dans les années 1880*

Le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman est lié à un changement dans la position internationale des deux pays. Du côté ottoman, après la défaite contre la Russie et le congrès de Berlin, l'Empire se retrouve isolé. Sa politique, qui consistait à opposer les intérêts des puissances et à jouer de leurs dissensions, commence à montrer ses limites : les Anglais et les Allemands ont laissé la France s'accaparer la Tunisie, et Bismarck a soutenu la Grande-Bretagne en Égypte<sup>1</sup>. Outre l'impérialisme des grandes puissances, les mouvements nationaux dans les Balkans constituent par ailleurs une menace de taille. Les dirigeants ottomans, inquiets de la situation, réfléchissent donc à une alliance défensive et voient en l'Allemagne un partenaire idéal : devenue une grande puissance militaire et industrielle depuis les victoires de Sadowa et de Sedan, elle ne nourrit pas d'ambitions territoriales<sup>2</sup>. Par ailleurs, alliée avec l'Autriche-Hongrie et la Russie, elle pourrait contribuer à amoindrir les menaces que celles-ci font peser sur l'Empire. Dans cette logique, Abdülhamid commence par demander à l'Allemagne l'envoi de conseillers civils et militaires en avril 1880. Il voudrait obtenir des officiers instructeurs allemands, ainsi que des experts financiers pour trouver un règlement des dettes contractées auprès des Français et des Anglais. Cette demande est formulée au moment où Gladstone, connu pour être un ennemi déclaré de l'Empire et des Turcs<sup>3</sup>, et les libéraux anglais remportent les élections en Angleterre. La situation diplomatique de l'Empire connaît donc un tournant : la Grande-Bretagne, qui apparaissait quelques années auparavant encore comme la puissance la plus à même de défendre l'intégrité de l'Empire, devient la « bête noire » d'Abdülhamid<sup>4</sup>. Celui-ci la soupçonne de vouloir encourager le nationalisme arabe et se sent trahi par elle.

---

<sup>1</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II. Le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003, p. 225.

<sup>2</sup> Lors de son voyage en Europe, en 1867, Abdülhamid avait déjà été impressionné par la parade militaire à laquelle il avait assisté en Prusse, où, sinon, la délégation ottomane ne s'était pas attardée. Lors de la guerre de 1870/71, il aurait ainsi parié sur la victoire allemande. Voir *Ibid.*, p. 34.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>4</sup> *Ibid.*

Du côté allemand, après la guerre franco-allemande et l'unification de l'Allemagne en 1871, la politique de Bismarck a consisté à renforcer la position de la jeune nation au milieu du continent européen, en créant une situation politique destinée à empêcher que ne se forme une coalition contre l'Allemagne. Pour ce faire, Bismarck a mis en place une alliance avec l'Autriche-Hongrie et la Russie. Une implication de l'Allemagne en Orient n'est pas à l'ordre du jour, la Turquie étant surtout « un objet de grande politique<sup>5</sup> » plutôt qu'un lieu propice à une activité directe de l'Allemagne<sup>6</sup>. Au congrès de Berlin, Bismarck a endossé le rôle d'arbitre, et est ainsi parvenu à réconcilier momentanément la Russie et la Grande-Bretagne et à encourager la France et la Russie à s'engager dans les affaires orientales, toujours pour éviter une alliance contre l'Allemagne. En ce qui concerne l'Empire, le chancelier a affiché un mépris particulièrement prononcé pour les délégués ottomans<sup>7</sup>. Toutefois, l'alliance avec la Russie devient de plus en plus compromise, notamment à cause de la rivalité entre l'Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans. En fin de compte, même si Bismarck réussit en 1881 à renouveler la Ligue des trois empereurs conclue en 1872, celle-ci paraît de plus en plus fragile.

Lorsque la demande du sultan arrive à Berlin, Bismarck n'accepte d'abord d'envoyer que des instructeurs civils. Deux ans plus tard, il finit par donner son accord pour l'envoi d'instructeurs militaires, et en mai 1882, un premier groupe d'officiers allemands arrive à Istanbul sous la direction du colonel Kaehler<sup>8</sup>. Outre le fait qu'il y voit un moyen d'acquérir des rapports précis sur la situation militaire ainsi qu'une possibilité d'influence à long terme, le chancelier allemand estime surtout qu'en cas de guerre contre la Russie, l'Empire ottoman pourrait s'avérer être un allié utile<sup>9</sup>. Ce premier pas est suivi quelques mois plus tard par l'accueil d'une dizaine d'officiers ottomans dans l'armée prussienne. Mais si Bismarck commence à voir un intérêt dans le maintien de l'Empire ottoman, il n'envisage toutefois pas de s'engager dans la question d'Orient et refuse les propositions d'alliance que lui fait à plusieurs reprises le sultan entre 1881 et 1883. Par ailleurs, la présence d'instructeurs militaires dans l'Empire et la formation d'officiers ottomans en Prusse ont certes pour conséquence que l'Allemagne obtient d'importantes commandes d'armes, mais Bismarck refuse toute activité politique des instructeurs allemands, et continue de s'efforcer de maintenir un équilibre dans l'opposition entre l'Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans<sup>10</sup>.

<sup>5</sup> L'expression est de Hajo Hollborn, auteur de *Deutschland und die Türkei 1878 – 1890*, Berlin, 1926, et est citée dans Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 18.

<sup>6</sup> Sur la politique de Bismarck dans la question d'Orient, voir en particulier Scherer, Friedrich, *Adler und Halbmond. Bismarck und der Orient, 1878 – 1890*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2001.

<sup>7</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II*, op. cit., p. 103.

<sup>8</sup> Voir ci-après le chapitre sur l'influence militaire allemande.

<sup>9</sup> Voir entre autres Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 33.

<sup>10</sup> Schöllgen réfute la thèse de Wallach selon laquelle Bismarck, en acceptant d'envoyer des instructeurs militaires dans l'Empire ottoman, rompt avec sa politique de non-engagement

Poursuivant sa politique de rapprochement avec l'Allemagne, le sultan Abdülhamid II charge en 1888 un ingénieur autrichien spécialisé dans les chemins de fer de faire une proposition au directeur de la Deutsche Bank Georg von Siemens pour construire la ligne Izmit – Ankara<sup>11</sup>. L'attribution à l'Allemagne de cette concession est d'abord bien vue par les Anglais, qui voient en elle un contrepoids à la domination financière française et aux projets d'expansion russes. Après avoir accordé un prêt à l'Empire, le consortium de banques qui s'est formé pour en financer la construction confie la concession à une société de droit turc fondée en mars 1889, la Société du chemin de fer d'Anatolie. L'État ottoman assure à ce consortium une « garantie kilométrique », c'est-à-dire qu'il paie annuellement une somme déterminée pour chaque kilomètre construit tant que les gains du chemin de fer n'atteignent pas cette somme.

Durant les trois dernières années où Bismarck est chancelier, les relations avec l'Empire se sont donc développées : des instructeurs militaires ont été envoyés, des commandes d'armes ont été passées à l'Allemagne par l'Empire ottoman, et la concession pour la construction du chemin de fer d'Anatolie a été attribuée à une entreprise allemande. Enfin, en 1889, le jeune empereur Guillaume II effectue un premier voyage à Istanbul. Ces événements encouragent le développement du commerce allemand dans l'Empire<sup>12</sup>. Si le chancelier n'est pas prêt à engager l'Allemagne dans une politique plus active, à la veille de son départ de son poste, des voix commencent à défendre l'idée de la nécessité d'un engagement de l'Allemagne dans la question d'Orient.

### *Guillaume II et Abdülhamid II : une amitié affichée*

Deux ans après que Guillaume II a accédé au trône, Bismarck, critiqué tant pour sa politique intérieure qu'extérieure, doit partir. Les nouveaux hommes au pouvoir, même s'ils ne rompent pas radicalement avec sa politique, se montrent beaucoup plus méfiants que le Chancelier de fer vis-à-vis de la Russie, et le traité d'assistance mutuelle n'est pas renouvelé. Dans les faits, ils privilégient les relations avec l'Autriche-Hongrie, et cherchent également un rapprochement avec la Grande-Bretagne.

À cette époque, l'historien Heinrich von Treitschke, le sociologue Max Weber et les publicistes Friedrich Naumann et Hans Delbrück<sup>13</sup> réclament pour l'Allemagne

---

dans la question d'Orient. En effet, si Bismarck, ce faisant, souligne la possibilité de gagner de l'influence, cela ne suffit pas pour en conclure qu'il change fondamentalement le cours de sa politique.

<sup>11</sup> Sur les étapes de la construction du chemin de fer ainsi que les problèmes de financement de l'entreprise, voir Pöhl, Manfred, *Von Stambul nach Bagdad. Die Geschichte einer berühmten Bagdadbahn*, Munich, Piper, 1999.

<sup>12</sup> Nous consacrerons ci-après un chapitre au développement de ces relations commerciales.

<sup>13</sup> Sur les « impérialistes libéraux », voir Kloosterhuis, Jürgen, „Friedliche Imperialisten“ : *Deutsche Auslandsvereine und auswärtige Politik, 1906 – 1918*, Francfort / Main, Lang, 1994.

une politique mondiale puissante et commencent à convaincre leur public<sup>14</sup>. L'idée impérialiste se répand ainsi de plus en plus parmi la bourgeoisie, qui attend d'un empire colonial la possibilité pour l'Allemagne d'avoir une place parmi les autres puissances. Guillaume II prend la tête de ce courant alors que l'élite traditionnelle n'est pas encore gagnée à ces idées. Le Kaiser, en particulier, défend personnellement le projet de construction d'une flotte qui permettrait à l'Allemagne de s'imposer par rapport à la Grande-Bretagne, contre l'avis du chancelier et du ministre des Affaires étrangères. À partir du moment où von Bülow devient ministre des Affaires étrangères, en 1897, puis chancelier, de 1900 à 1909, le Kaiser se mêle de plus en plus des affaires de l'État. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* s'efforcent dans un premier temps de faire entendre la voix de l'Allemagne dans les questions coloniales. Même s'ils n'ont en réalité que de vagues plans quant au gain de colonies en lui-même, cette politique est perçue par les autres puissances comme étant de plus en plus agressive. Le premier pas concret de Bülow dans la politique mondiale se traduit par l'occupation de la ville chinoise de Ching-Tao en novembre 1897 et l'annexion de la baie de Chia-Chou, à l'occasion de laquelle il réclame pour l'Allemagne « une place au soleil »<sup>15</sup>. La même année, Marschall von Bieberstein est nommé ambassadeur à Istanbul. Il va rester dans la capitale jusqu'en 1912, et constitue donc pour notre sujet un personnage essentiel.

Concernant l'Empire ottoman plus précisément, dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, des économistes et des historiens allemands ont désigné l'Asie Mineure comme un champ d'activité idéal pour les entrepreneurs allemands<sup>16</sup>. Friedrich List notamment a mis en évidence en 1840 la nécessité pour le commerce allemand de se tourner non seulement vers les Balkans mais aussi au-delà. Quelques années plus tard, Wilhelm Roscher affirmait que la Turquie devait devenir allemande et que la Mésopotamie devait être exploitée par des colons allemands. L'idée est reprise après 1880 par les ligues colonialistes. Ainsi, l'un des théoriciens allemands du colonialisme, Karl Kräger, élabore en 1892 un programme de colonisation de l'Anatolie sous la direction de la Société du chemin de fer.

Toutefois, si ces projets sont régulièrement évoqués, ils ne sont pas concrètement envisagés par la *Wilhelmstrasse*. Plus important apparaît le fait qu'à partir de 1895/1896, l'opinion publique allemande commence à s'intéresser de plus près à la politique étrangère<sup>17</sup>. Dans ce contexte, la politique allemande en Orient connaît une certaine popularité, renforcée par le voyage du Kaiser en 1898. Les recherches géographiques et archéologiques sur cette région se multiplient sous

<sup>14</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhelm II, 1890 – 1918*, Berlin, Propyläen, 1995, p. 297.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 309.

<sup>16</sup> Voir entres autres Anhegger, Robert, « Almanların Türkiye'ye Göçü » [L'immigration allemande en Turquie]. In : *Tarih ve Toplum*, n° 21, septembre 1985, pp. 28 – 33 et Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Alman Nüfuzu*, op. cit., pp. 55 – 56.

<sup>17</sup> Voir Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik in der Zeit Wilhelms II.*, Kiel, 1968, pp. 82 et suivantes.

l'impulsion de nouvelles organisations scientifiques, comme l'Association allemande pour la recherche en Palestine, ou encore le Comité allemand d'Orient et la Société de l'Asie mineure. Le Kaiser lui-même, particulièrement fasciné par l'ancienne Babylone, se montre très intéressé par l'archéologie.

Entre 1890 et 1897, les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman s'intensifient. Sur le plan politique, l'Allemagne, sans s'engager activement dans la défense de l'intégrité de l'Empire ottoman, prend toutefois parti pour lui à plusieurs occasions. Lors de la crise arménienne de 1894/96, elle s'oppose à l'idée d'un partage des provinces de l'Empire proposée par la Grande-Bretagne<sup>18</sup>. Le second voyage de Guillaume II à Istanbul en 1898 marque dans ce contexte une étape importante dans le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman<sup>19</sup> : pour le Sultan, la visite du Kaiser constitue un soutien de taille, au moment où son Empire est discrédité par les massacres perpétrés contre les Arméniens<sup>20</sup>. Après avoir séjourné une semaine dans la capitale, Guillaume II se rend en Terre sainte. En réponse à un discours de bienvenue des autorités à Damas, il n'hésite pas à se déclarer « le meilleur ami des trois cents millions de musulmans qui vivent dans le monde ».

La visite de Guillaume II marque donc un tournant dans la politique extérieure ottomane<sup>21</sup>. Jusque là, le sultan s'était efforcé de maintenir un équilibre en faisant jouer les puissances les unes contre les autres. Désormais, il semble vouloir privilégier une puissance, l'Allemagne, à qui il a accordé plusieurs concessions importantes, comme l'éclairage électrique ou la construction du quai de Haydar-Paşa. Surtout, les deux souverains ont évoqué le projet du chemin de fer de Bagdad qui doit relier la capitale ottomane au golfe Persique. Cette ligne lui permettrait ainsi de renforcer la sécurité de l'Empire en facilitant un transport rapide des troupes militaires. Elle est également censée permettre le développement économique de ces provinces. D'ailleurs, le sultan se fait traduire un ouvrage de Max von Oppenheim<sup>22</sup> qui confirme l'importance économique de la Mésopotamie<sup>23</sup>. Pour ré-

<sup>18</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 290.

<sup>19</sup> Voir Jaschinski, Klaus ; Waldschmidt, Julius (dir.), *Des Kaisers Reise in den Orient 1898*, Berlin, Trafo Verlag, 2002.

<sup>20</sup> À partir de ce moment, les dirigeants et les publicistes allemands engagés dans un renforcement des relations avec l'Empire ottoman vont dans l'ensemble prendre parti pour la politique de répression à l'encontre des Arméniens et vont justifier leur attitude par un certain nombre de stéréotypes raciaux. Voir à ce sujet Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism and Development Theories. The Construction of a Dominant Paradigm on Ottoman Armenians*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998.

<sup>21</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 345.

<sup>22</sup> Max von Oppenheim était attaché au consulat général allemand du Caire entre 1896 et 1910 et a par ailleurs mené des recherches archéologiques en Mésopotamie. Nous serons appelés à revenir sur ce personnage dans la suite de ce travail.

<sup>23</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 347. Il s'agit très certainement de l'ouvrage publié en 1899 – 1900 et intitulé *Vom Mittelmeer zum Persischen Golf durch den Hauran, die syrische Küste und Mesopotamien*.

alizer ce projet l'Allemagne apparaît, tant sur le plan politique que sur le plan technologique, comme le pays le plus indiqué. De leur côté, les personnalités allemandes qui ont des contacts avec l'Empire sont d'avis que l'Empire doit plus se concentrer sur les provinces arabes. Le général von der Goltz, en particulier, suggère à plusieurs reprises que la capitale ottomane serait mieux placée en Anatolie ou dans les provinces arabes<sup>24</sup>.

Les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman se sont donc considérablement développées en quelques années. Pour le sultan, l'Allemagne représente une puissance sur laquelle il pense pouvoir s'appuyer et qu'il souhaite voir s'engager plus dans l'Empire. Le Kaiser et la nouvelle génération d'hommes politiques qui arrivent au pouvoir après 1890 estiment qu'il est temps que l'Allemagne s'affirme dans le monde. En ce sens, l'Empire ottoman représente un terrain d'action rêvé, concrétisé par le *Bagdadbahn*.

### *Le chemin de fer de Bagdad*

Au début des années 1890, le Gouvernement ottoman a proposé à la Deutsche Bank de prolonger le chemin de fer vers Bagdad. Un an plus tard, la Société du chemin de fer d'Anatolie a obtenu la concession pour la construction de la ligne Eskişehir – Konya, terminée dès 1896, et la concession pour la construction de la ligne Ankara – Kayseri. Dans le contrat de 1893, le projet de relier Istanbul à Bagdad est évoqué pour la première fois. Sur ce point, les Anglais ne sont plus prêts à encourager les Allemands comme en 1888/89, mais au contraire protestent contre l'accord. Toutefois, le gouvernement allemand reste ferme et affirme ainsi pour la première fois son engagement politique dans les intérêts économiques d'Orient, provoquant la surprise des Anglais, dont la méfiance à l'endroit du Reich ne fait que progresser.

Après la visite de Guillaume II à Istanbul, la Société du Chemin de fer d'Anatolie obtient la concession du port de Haydar-Paşa et, surtout, Abdülhamid évoque la possibilité d'accorder la concession pour la construction du chemin de fer de Bagdad à un groupe allemand. L'empereur, mais aussi les hommes de la *Wilhelmstrasse*, se montrent très intéressés par ce projet, et poussent Siemens à accepter la concession. Un an plus tard, en novembre 1899, une convention préliminaire pour la construction du chemin de fer de Bagdad est signée entre la Société du Chemin de fer d'Anatolie et l'État ottoman, le trajet retenu étant le « trajet sud », depuis Konya jusqu'à Bagdad et Basra. Cette fois, le projet suscite une forte opposition parmi certains dirigeants ottomans, qui estiment bien trop élevées les garanties kilométriques demandées par les Allemands. Le beau-frère du sultan lui-même, Damad Mahmud pacha, critique la concession et lorsque Abd-

<sup>24</sup> Voir la suite de ce travail.

ülhamid impose son choix, il rejoint l'opposition jeune-turque en exil. La Grande-Bretagne essaie d'ailleurs de contrecarrer le projet allemand par une proposition plus avantageuse, sans succès<sup>25</sup>.

À partir de 1899, la concurrence pour la construction de la ligne entre Konya et Bagdad commence à donner un caractère clairement politique à l'entreprise. La Russie se montre inquiète de l'expansion allemande vers la Perse, et du fait que le chemin de fer renforcera à terme la Turquie. Au même moment, Berlin commence à considérer le chemin de fer comme une initiative nationale, pour laquelle d'ailleurs le Kaiser s'enthousiasme personnellement.

La coopération internationale pour la construction du chemin de fer échoue en 1903, lorsque les négociations anglo-allemandes rencontrent un fort courant anti-allemand en Angleterre. À cette date, la concession est finalement attribuée à la Société du chemin de fer d'Anatolie pour 99 ans. Le Gouvernement ottoman s'engage à verser une garantie kilométrique et garde le droit de racheter le chemin de fer. La participation française au capital d'actions est minime. Quatre ans plus tard, en septembre 1907, La société du chemin de fer d'Anatolie obtient la concession pour l'irrigation de la plaine de Konya, dont les travaux sont attribués à la firme Philipp Holzmann & Cie. Presque au même moment, l'ambassade allemande réussit à obtenir pour des firmes allemandes la construction du pont de Galata à Istanbul. Enfin, un peu plus d'un mois avant la révolution jeune-turque, le 2 juin 1908, l'État ottoman et les deux directeurs de la Société du chemin de fer d'Anatolie signent une convention sur le Bagdadbahn qui autorise la poursuite de la construction du chemin de fer de 840 kilomètres, jusqu'à la Syrie et la Mésopotamie<sup>26</sup>.

Abdülhamid II, en facilitant l'engagement allemand dans l'Empire, a cherché à neutraliser l'opposition anglo-russe et à éviter le démembrement de l'Empire. Dans les faits, les rivalités autour du chemin de fer de Bagdad engendrent aussi des ententes entre les puissances. Ainsi, en 1900, par l'accord dit de la mer Noire, la Russie se réserve le monopole de construire des voies ferrées dans le nord-est de l'Anatolie. De leur côté, les Français s'accaparent le réseau syrien et y construisent, entre 1892 et 1902, près de 700 kilomètres<sup>27</sup>.

L'Allemagne, de son côté, singularise sa politique vis-à-vis de l'Empire : elle s'oppose notamment aux autres puissances qui réclament des réformes dans la partie européenne de l'Empire, notamment en Macédoine. Cette région est depuis le 19<sup>ème</sup> siècle en proie à de multiples agitations de la part des comités révo-

<sup>25</sup> Özyüksel, Murat, *Osmanlı – Alman İlişkilerini Gelişim Sürecinde Anadolu ve Bağdat Demiryolları* [Le chemin de fer anatolien et le chemin de fer de Bagdad dans le développement des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne], Istanbul, Arba Yayınları, 1988, p. 134. Voir aussi Georgeon, François, *Abdülhamid II*, *op. cit.*, pp. 348 – 349.

<sup>26</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, pp. 222 – 223 et Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları*, *op. cit.*, pp. 212 – 213.

<sup>27</sup> Voir Georgeon, François, « Le dernier sursaut (1878 – 1908) ». In : Mantran, Robert (dir.) : *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, pp. 522 – 576, ici pp. 567 – 568.

lutionnaires, qui s'intensifient particulièrement à partir de 1902/1903 et qui conduisent l'Autriche-Hongrie à préparer un nouveau plan de réformes. Le programme de Mürzsteg, en octobre 1903, prévoit ainsi d'attribuer à des Européens des postes de commandement dans la gendarmerie et de réaménager le découpage administratif en fonction des différentes nationalités. Ces deux points indisposent fortement le sultan, qui se tourne vers les Allemands. Ceux-ci lui conseillent d'abord d'accepter le plan qui, ne réglant pas encore les détails, laisse à la Turquie une marge de manoeuvre concernant les autres accords. Cependant, la pression des puissances s'accroît lorsqu'elles s'entendent sur un projet de réforme financière qui revient pratiquement à une tutelle financière sur la région. Devant le refus persistant du sultan, les puissances décident de faire une démonstration navale, à laquelle seule l'Allemagne refuse de s'associer. L'Allemagne, ainsi, se distingue des autres puissances. Toutefois, elle reste prudente et n'apporte pas d'autre soutien effectif à l'Empire.

La construction du chemin de fer de Bagdad constitue l'aspect le plus spectaculaire de l'engagement allemand dans l'Empire ottoman. Ses avantages, la *Wilhelmstrasse* les reconnaît clairement, et énumère à la suite les livraisons de matériel ferroviaire, la présence d'ingénieurs et d'ouvriers allemands dans l'Empire, la perspective de nouveaux marchés, le développement de l'influence culturelle allemande et de la recherche scientifique<sup>28</sup>. Ce projet, surtout, dépasse les cadres stricts de la *Realpolitik* et entraîne parmi les dirigeants comme parmi l'opinion publique un engouement certain pour une entreprise lourde de symboles.

## 2. *L'influence allemande dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque*

### *L'influence militaire*

Jusqu'à la guerre de 1870, date à laquelle la France a rappelé sa mission militaire, l'armée ottomane a été marquée par l'influence française. À la veille de la révolution, c'est désormais l'Allemagne qui joue le premier rôle. Dans ce domaine, l'Histoire commence en 1835, lorsque l'illustre Helmuth von Moltke débarque à Istanbul, par hasard semble-t-il, et y reste en fait quatre ans<sup>29</sup>. Si cette mission ne semble pas avoir eu vraiment d'effet, il s'est sans nul doute développé tant dans l'Empire ottoman qu'en Allemagne une « légende von Moltke », auréolée d'un

<sup>28</sup> Note du Ministère des Affaires étrangères de Berlin en 1903, cité dans Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik*, op. cit., pp. 25 – 26.

<sup>29</sup> Helmuth von Moltke (1800 – 1891) est un militaire prussien célèbre pour avoir mené les opérations de la guerre contre l'Autriche et de celle contre la France et avoir été l'un des artisans de l'unité allemande. À la suite de son séjour dans l'Empire ottoman, il a publié des lettres éditées sous le titre : *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei aus den Jahren 1835 bis 1839*, Nördlingen, Greno, 1987.

certain prestige<sup>30</sup>. Mais dans les faits, il faut attendre à nouveau près d'un demi-siècle pour voir arriver une nouvelle mission, à l'été 1882, dont l'action, à vrai dire, débute plutôt mal. Les officiers allemands, qui ne connaissent pas l'Empire, se heurtent à la corruption du ministre de la Guerre, à l'insuffisance de la formation des officiers, et surtout à l'attitude du sultan, qui, méfiant vis-à-vis de sa propre armée, a notamment interdit les exercices de tir<sup>31</sup>. Au printemps de l'année 1883, le militaire Colmar von der Goltz rejoint la mission. Très vite, il se plaint du fait qu'elle ne soit pas prise au sérieux. Toutefois, il critique également l'attitude de ses compatriotes, mal préparés et seulement préoccupés par leurs salaires élevés. Cela provoque d'ailleurs un scandale, relayé par la presse, en 1888<sup>32</sup>. Dans l'ensemble, les officiers allemands ne parviennent pas à introduire de véritables réformes, soit parce qu'eux-mêmes ne comprennent ni les réalités de l'Empire ottoman ni les besoins de l'armée ottomane<sup>33</sup>, soit parce que les autorités d'Istanbul – le sultan et le ministre de la Guerre en tête – ne facilitent pas ces réformes<sup>34</sup>. Von der Goltz constitue sur ce dernier point une exception en ce qu'il parvient, dans le domaine de l'enseignement militaire, à initier quelques changements<sup>35</sup>. Les contrats de trois ans conclus avec les officiers allemands sont plusieurs fois renouvelés, sur la demande du sultan lui-même. Celui de von der Goltz est ainsi prolongé trois fois entre 1883 et 1895. À chaque fois, celui-ci refuse d'abord de rester, mettant en évidence l'inefficacité de son travail et à chaque fois, le sultan s'engage personnellement à lui faciliter la tâche. Surtout, les autorités allemandes lui font comprendre que son maintien au service de l'armée ottomane relève de l'intérêt de l'Allemagne. Il est vrai que l'officier allemand a fait gagner d'importantes commandes d'armes aux industries d'armement allemandes : les canons et les mortiers, les carabines et les fusils de l'armée ottomane sont désor-

<sup>30</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe. Die preussisch-deutschen Militärmissionen in der Türkei, 1835 – 1919*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1976, p. 29. L'historiographie a retenu le nom de Moltke comme le début de la « pénétration pacifique » allemande dans l'Empire.

<sup>31</sup> Ces exercices ne seront autorisés qu'après la révolution de 1908.

<sup>32</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 69 et suivantes. Les salaires exagérés que reçoivent les officiers allemands constituent un motif de critique récurrent parmi les militaires ottomans jusqu'à la Première Guerre mondiale.

<sup>33</sup> Rappelons qu'ils ne maîtrisent pas la langue ottomane. Les autorités allemandes ont au moins pris soin de choisir des officiers qui connaissent le français pour qu'ils puissent communiquer avec les militaires ottomans. Par ailleurs, leurs jugements sont empreints des clichés en vogue sur le caractère de « l'Oriental » ou du « Turc ».

<sup>34</sup> Les autorités ottomanes font preuve d'ambivalence envers les experts étrangers, dont elles attendent des réformes en voulant toutefois empêcher qu'ils n'acquière une vision trop poussée de la situation intérieure. Plus encore, elles ont tendance à considérer que le simple fait de faire venir des experts suffit à établir des réformes. Comme nous le verrons, cela fera l'objet, ultérieurement, de critiques de la part des intellectuels ottomans et turcs même si, dans les faits, cette ambivalence se perpétuera longtemps encore.

<sup>35</sup> Voir Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz : Denkwürdigkeiten*, Berlin, 1929, pp. 106 – 163.

mais de marque allemande, alors qu'auparavant, les autorités ottomanes prenaient soin de diversifier leurs équipements<sup>36</sup>.

Von der Goltz a été l'un des officiers allemands les plus actifs, et l'un des seuls qui ait réussi à établir des relations personnelles avec des officiers ottomans<sup>37</sup>. Lorsqu'il arrive dans l'Empire ottoman, il est âgé de 40 ans, a servi pendant la guerre contre l'Autriche en 1866 – 1867 et contre la France en 1870 – 1871, a enseigné à l'Académie militaire de Berlin et a publié des ouvrages militaires, dont, en 1878, *Das Volk in Waffen* [La nation en armes], dans lequel il souligne la primauté de l'armée sur la politique et la nécessité d'éduquer la société de manière militaire. Persuadé que les nations se trouvent en lutte perpétuelle les unes contre les autres, il prône comme beaucoup de ses contemporains les idées du darwinisme social en érigeant la guerre comme un devoir moral, garante de l'existence d'une nation. Cet ouvrage, traduit en 1885, a fortement influencé les officiers ottomans et jeunes-turcs<sup>38</sup>. Après la révolution, les militaires unionistes n'auront de cesse de s'y référer dans leurs publications<sup>39</sup>. À sa manière, von der Goltz est un admirateur de l'Empire ottoman. Louant les qualités morales et guerrières des Turcs, il voit même une certaine ressemblance entre Turcs et Allemands dans leur rapport à la nature et dans leur méfiance face au matérialisme européen. S'inscrivant dans le courant idéologique du pessimisme culturel, l'Orient lui apparaît comme le lieu des « vraies valeurs ». Pour cette raison, il estime que l'Allemagne a pour devoir d'accompagner les Turcs vers la modernité selon le modèle allemand, c'est-à-dire en respectant les traditions et la morale<sup>40</sup>. Il partage d'ailleurs l'intérêt des Ottomans pour le Japon et s'enthousiasme de sa victoire sur la Russie en 1905. En Allemagne, il est président de la Société asiatique allemande à partir de 1900. Sur le plan stratégique, il envisage dès le tournant du siècle la possibilité d'une guerre

<sup>36</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II*, *op. cit.*, p. 229.

<sup>37</sup> Voir Swanson, Glen Wilfred, *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire : A Study of War and Revolution During the Young Turk Period*, Indiana University, Thèse non publiée, 1970 ; et : *ibid.*, « War, Technology and Society in the Ottoman Empire from the Reign of Abdülhamid II to 1913 : Mahmud Şevket and the German Military Mission ». In : Parry, V.J. (dir.), *War, Technology and Society in the Middle East*, London, Oxford University Press, 1975, pp. 367 – 381. Voir aussi : Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey. The Ottoman Military and the March to World War I*, London, I.B. Tauris, 2005.

<sup>38</sup> Sous le titre : *Millet-i Müselleha*, 1885. Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, Vol. 3 : *İtihat ve Terakki, bir Çağın, bir Kuşağın, bir Partinin Tarihi* [Les partis politiques en Turquie, vol. 3 : Union et Progrès, histoire d'une époque, d'une génération, d'un parti], İstanbul, İletişim Yayınları, 2000 (première édition : 1952), p. 324. Voir aussi Doğan, Atıla, *Osmanlı Aydınları ve Sosyal Darwinizm* [Les intellectuels ottomans et le darwinisme social], İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2006, p. 168. Voir aussi le chapitre II de la première partie de ce travail.

<sup>39</sup> Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey*, *op. cit.*, pp. 69 – 70.

<sup>40</sup> Fuhrmann, Malte, *Der Traum vom deutschen Orient*, *op. cit.*, pp. 155 – 160. Voir aussi *Ibid.*, « Zwei Völker in Waffen. Türkisch-deutsche Interdependenzen beim Nation Building. Two Nations in Arms : Turkish-German Interdependencies in Nation Building ». In : Brunnbauer, Ulf ; Helmedach, Andreas ; Troebst, Stefan (éd.), *Schnittstellen, Gesellschaft, Nation, Konflikt und Erinnerung in Südosteuropa*, Munich, Oldenbourg, 2007, pp. 231-244.

entre l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne en Égypte et en Inde<sup>41</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons dit, il est persuadé que l'avenir de l'Empire se situe dans les provinces arabes.

Après le départ de von der Goltz en 1895, dont les rapports réguliers constituaient une source d'information essentielle pour la *Wilhelmstrasse*, un poste d'attaché militaire est créé à Istanbul. Il reste à cette date trois réformateurs officiels et quatre anciens officiers allemands au service de l'armée ottomane, dont certains, plutôt âgés, ne sont plus en état de travailler efficacement<sup>42</sup>. En 1899, un officier allemand de cavalerie et en 1901 trois officiers d'infanterie, du Génie et de l'artillerie viennent renouveler la mission. Là encore, ceux-ci se plaignent de ne pas pouvoir travailler, si bien qu'en 1903, l'ambassadeur allemand Marschall estime qu'il n'est pas recommandé d'augmenter le nombre d'officiers allemands à Istanbul. Il note que les officiers allemands se trouvent confrontés à une opposition venant des militaires et du gouvernement. À ce titre, le projet de créer des bataillons modèles dirigés par des officiers ottomans formés en Allemagne, accepté par le sultan en 1907 fonctionne relativement bien, même si cette fois, les officiers ottomans plus âgés critiquent les officiers formés en Allemagne.

On le voit, la position de la mission militaire allemande à la veille de la révolution jeune-turque apparaît moins glorieuse qu'elle ne le promettait. Toutefois, il est important de noter que l'armée ottomane est désormais depuis plus de vingt ans en contact avec des officiers allemands et qu'elle se fournit presque exclusivement auprès d'usines allemandes. Parallèlement à la présence d'officiers allemands dans l'Empire ottoman, des officiers ottomans sont envoyés en Allemagne à partir de 1892, ce qui aura des répercussions importantes sur leurs orientations futures. Enfin, l'Allemagne est désormais considérée comme une puissance militaire de premier ordre.

### *Le développement des relations économiques*

Les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Empire ottoman sont encore peu développées à la veille de la révolution de 1908. Cependant, après le voyage de Guillaume II, un grand nombre d'institutions financières et commerciales ont vu le jour : des industriels ont créé une société d'export, la *Deutsch-orientalische Export-Gesellschaft*, soutenue par le ministère des Affaires étrangères. De nouvelles banques ont ouvert, telles que la *Deutsche Palästina-Bank* à Jérusalem en 1899, qui

<sup>41</sup> Yasamee, F.A.K., « Colmar Freiherr von der Goltz and the Rebirth of the Ottoman Empire ». In : *Diplomacy & Statecraft*, vol. 9, n° 2, July 1998, pp. 91 – 128. Il faut noter qu'à cette époque, ces idées ne sont partagées ni par les militaires, ni par les hommes politiques allemands et que von der Goltz est assez isolé.

<sup>42</sup> D'après Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, le nouvel attaché militaire allemand attire à cette date l'attention des autorités allemandes sur le fait que l'armée ottomane ne doit pas servir d'hospice pour les officiers allemands...

a des filiales à Jaffa et à Haïfa<sup>43</sup>. Une *Deutsche Orientbank* a également été fondée en 1905, avec des bureaux à Istanbul, Bursa, Alexandrie et au Caire. La compagnie maritime *Deutsche Levante-Linie* a étendu ses services aux ports de Jaffa, Beyrouth, Tripoli, Iskenderun et Mersin et a fait du port de Haydar-Paşa, achevé par la Société du chemin de fer anatolien en 1902, une base importante, en instaurant une ligne hebdomadaire entre la rive asiatique du Bosphore et Hambourg. Si les relations commerciales avec la Mésopotamie sont dominées par la Grande-Bretagne, une ligne Hambourg–Basra a toutefois été inaugurée en 1906.

L'Allemagne a également obtenu, par le biais d'un consortium sous la direction de Siemens, les concessions pour l'éclairage d'Istanbul et l'électrification du tramway de la capitale en 1907, malgré une forte concurrence anglo-française<sup>44</sup>. La même année, nous l'avons dit, la Société du chemin de fer d'Anatolie a reçu la concession pour l'irrigation de la plaine de Konya.

Lorsque la poursuite de la construction du chemin de fer vers Bagdad fait l'objet de pourparlers de plus en plus sérieux, la Deutsche Bank commence également à investir dans la région d'Adana, en contribuant à fonder en 1905 la *Deutsch-Levantinische Baumwoll-Gesellschaft*, qui, en accordant des crédits aux paysans et en leur assurant l'achat de leur production, vise à augmenter la production locale de coton et à en exporter plus vers l'Allemagne. Ce projet, certes encore modeste, a le soutien de la *Wilhelmstrasse*. Un an plus tard, la Deutsche Bank a pris le contrôle de la ligne de chemin de fer Mersin–Adana. Par ailleurs, elle a créé la Société anatolienne d'industrie et de commerce (*Anatolische Industrie- und Handelsgesellschaft*), liée à la *Deutsch-Levantinische Baumwoll-Gesellschaft*, avec des institutions à Istanbul, Izmir, Konya et Adana.

Si les échanges commerciaux entre les deux pays augmentent surtout après 1902 / 1903, il faut préciser que l'Allemagne, jusqu'à la Première Guerre mondiale, ne supplantera pas les autres puissances dans le domaine économique<sup>45</sup>. Ainsi, la pénétration allemande est perçue par les autres puissances comme une menace plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Il faut dire que cette époque correspond à un développement particulièrement rapide de l'Allemagne, qui mise résolument sur l'industrialisation et l'exportation mondiale.

### *Les débuts d'une influence culturelle*

Au moment où les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne se développent, l'Allemagne n'a pas de politique d'influence culturelle dans l'Empire otto-

<sup>43</sup> Voir Kössler, Armin, *Aktionsfeld Osmanisches Reich, Die Wirtschaftsinteressen des Deutschen Kaiserreiches in der Türkei 1871 – 1908 (unter besonderer Berücksichtigung europäischer Literatur)*, New York, Arno Press, 1981, pp. 379 et suivantes.

<sup>44</sup> *Ibid.*, pp. 389 et suivantes.

<sup>45</sup> Flaningam, M. L., « German Eastward Expansion, Fact and Fiction : A Study in German-Ottoman Trade Relations », *op. cit.*, p. 323.

man. L'école allemande à Istanbul, fondée en 1868, est conçue pour scolariser les enfants allemands. Des institutions ont par ailleurs été créées en Palestine et en Syrie par les missions catholiques et protestantes, mais elles ne relèvent pas directement du Reich.

Toutefois, plus l'Allemagne s'engage dans l'Empire ottoman, plus elle est confrontée à l'influence culturelle française, dominante depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. À l'époque qui nous intéresse, la langue française y est la langue européenne la plus parlée, et vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle tout intellectuel ottoman est formé à la culture française<sup>46</sup>. La France bénéficie dans ce domaine d'une « sorte de monopole », pour reprendre les termes de Robert Mantran<sup>47</sup>.

Ainsi, la langue administrative de la Société du chemin de fer d'Anatolie est le français, et des voix commencent à s'élever en Allemagne sur le fait que le « caractère allemand » de l'entreprise est menacé<sup>48</sup>. Le débat prend de l'ampleur à partir de 1905, lorsqu'un publiciste allemand, après avoir effectué un voyage en Asie Mineure, envoie un rapport au Kaiser dans lequel il met en évidence que la pénétration culturelle allemande dans cette région est nulle. Le Kaiser, irrité par ce rapport, ordonne aussitôt à l'ambassade d'Istanbul d'y remédier. Toutefois, il n'existe à cette époque aucune institution chargée de mener une telle politique. Le premier pas est franchi en 1906 avec la mise en place d'une section destinée au développement des écoles allemandes à l'étranger au ministère des Affaires étrangères, le *Schulreferat*. Mais en réalité, ce n'est qu'après la révolution jeune-turque, comme nous le verrons plus loin, qu'un certain nombre de nouvelles écoles allemandes sont fondées dans l'Empire ottoman et que, plus généralement, la *Wilhelmstrasse* se préoccupe de mettre en place une politique culturelle en réaction à l'influence française.

Pour ce qui est de la formation des étudiants ottomans à l'étranger, ceux-ci, depuis les *Tanzimat*<sup>49</sup>, se rendent en priorité en France. Mais à partir des années 1890, lorsque l'opposition jeune-turque à Paris et à Londres devient gênante, l'État ottoman décide d'envoyer ses étudiants à Berlin, en particulier pour la médecine<sup>50</sup>. Par ailleurs, le chirurgien Robert Rieder, qui fonde en 1898 une école de

<sup>46</sup> Tunaya, Tarık Zafer, « La France et le français dans la vie politique et universitaire turque ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, op. cit., pp. 161 – 178, ici p. 163.

<sup>47</sup> Mantran, Robert, « Les écoles françaises en Turquie (1925 – 1931) ». In : *ibid.*, pp. 179 – 189, ici p. 179.

<sup>48</sup> Voir Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik, dargestellt am Beispiel der deutsch-türkischen Beziehungen 1914-1928*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990, p. 82 et suivantes.

<sup>49</sup> Le terme *Tanzimat* désigne les réformes engagées par les dirigeants ottomans après 1839.

<sup>50</sup> Voir Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs dans la transmission du savoir ». In : Anastassiadou-Dumont, Meropi, *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Maisonneuve & Larose, Paris, Institut français d'études anatoliennes, 2003, pp. 127 – 170, ici p. 131.

médecine et l'hôpital de médecine interne de Gülhane, joue un rôle décisif dans cette nouvelle orientation, en faisant en sorte que cette école, auparavant organisée sur le modèle français, adopte le modèle allemand<sup>51</sup>. Ainsi, un certain nombre d'étudiants en médecine sont formés en Allemagne dans les années 1890 – 1900, dont beaucoup introduiront par la suite dans l'Empire les nouvelles connaissances médicales et deviendront des spécialistes connus<sup>52</sup>. Mais l'Allemagne ne devient pas le lieu de destination privilégiée des étudiants ottomans, qui vont surtout à Paris, à Genève ou à Vienne. En réalité, comme nous le verrons ci-après, ce ne deviendra le cas que pendant la Première Guerre mondiale.

L'Allemagne, à cette époque, commence également à considérer l'archéologie comme un domaine dans lequel peut s'affirmer le prestige national. Jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'intérêt des archéologues se concentrait sur la Grèce antique et sur la mise en valeur de ses liens avec la culture allemande. Au moment de l'accession au trône de Guillaume II, les chercheurs se tournent vers l'Orient antique<sup>53</sup>. En 1878, le Musée de Berlin lance son premier projet archéologique dans l'Empire ottoman, à Pergame, sous la direction de Carl Humann<sup>54</sup>. L'intensification des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman à la fin des années 1880 donne une impulsion à ces recherches. En 1881, le ministère de l'Éducation finance une expédition menée par l'Association allemande pour l'étude de la Palestine (*Deutscher Verein zur Erforschung Palästinas*), et quelques années plus tard est créé le Comité d'Orient, réunissant des scientifiques et des industriels pour financer des expéditions dans le nord de la Syrie. Pendant les années 1890, la prospection archéologique allemande progresse rapidement en Asie Mineure. Des fouilles sont entreprises à Troie, Priène, Milet ou encore Didyme. Petit à petit, l'Allemagne s'assure une place dominante dans ce domaine. La *Deutsche Orient-Gesellschaft*, fondée l'année du second voyage de Guillaume II à Istanbul, réunit pour membres le directeur de la Deutsche Bank, Siemens, le sous-secrétaire du ministère des Affaires

<sup>51</sup> Voir Hanioglu, Şükrü M., *Bir Siyasal Düşünür Olarak Doktor Abdullah Cevdet ve Dönemi* [Un penseur politique. Docteur Abdullah Cevdet et son époque], Ankara, Üçdal Neşriyat, 1981.

<sup>52</sup> Voir la liste dans Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs », *op. cit.*, p. 148 et suivantes.

<sup>53</sup> Voir Marchand, Suzanne, *Down from Olympus : Archeology and Philhellenism in Germany, 1750 – 1950*, Princeton, Princeton University Press, 1996, voir aussi Hauser, Stefan, R., « Deutsche Forschungen zum Alten Orient und ihre Beziehungen zu politischen und ökonomischen Interessen vom Kaiserreich bis zum zweiten Weltkrieg ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (dir.), *Deutschland und der mittlere Osten*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2004, pp. 46 – 65.

<sup>54</sup> Carl Humann (1839 – 1896) était à l'origine un ingénieur. Après les fouilles de Pergame, il restera jusqu'à la fin de sa vie à Izmir. Il est le père de Hans Humann, qui entretiendra comme nous le verrons une amitié privilégiée avec Enver et qui occupera le poste d'attaché pendant la Grande Guerre. Sa fille, par ailleurs, est amie avec celle de Hamdi bey, directeur des musées ottomans entre 1881 et 1910.

étrangères et directeur du Bureau colonial, von Richthofen, ainsi que des industriels comme Krupp, Rathenau, etc. Soutenue par Guillaume II, elle entreprend des fouilles en Mésopotamie, à Babylone et à Assour. Pour mener ces fouilles, toutefois, les archéologues doivent obtenir les concessions nécessaires auprès des autorités ottomanes. Par ailleurs, depuis que le directeur des musées Osman Hamdi bey a fait promulguer une loi sur les antiquités en 1884, les archéologues n'ont pas le droit de ramener leurs découvertes en Europe. Si les bonnes relations entre Carl Humann et Hamdi bey permettent quelques négociations, la décision prise par les Allemands de ramener à Berlin la façade du château omeyyade de Mchatta (Jordanie), qu'Abdülhamid II accepte de leur laisser, provoque la colère de Hamdi, qui devient alors beaucoup plus strict.

Enfin, le développement des relations entre les deux pays entraîne la publication de méthodes linguistiques et de dictionnaires. Le premier dictionnaire allemand – turc paraît en 1898, et est édité par Ömer Faik (*Almançadan Türkçeye Lûgat Kitabı, Deutsch-türkisches Wörterbuch*)<sup>55</sup>. Dans les années 1890, des manuels pour apprendre l'allemand sont édités, et une grammaire allemande est traduite en ottoman<sup>56</sup>. Mehmed Tahir, le traducteur de von der Goltz, fait également paraître en 1899 une méthode (*Almanca için Mükemmel Rehber-i Tahsil*) [Guide d'étude complet de l'allemand] et en 1901 un dictionnaire de poche allemand - turc (*Almanca'dan Türkçe'ye Cep Lûgati*). Mais la langue allemande ne se développera pas de manière significative dans l'Empire ottoman. Le nombre de publications de méthodes linguistiques baissera d'ailleurs fortement entre 1908 et 1914, pour reprendre pendant la Première Guerre mondiale. Quant aux parutions sur l'Allemagne ou aux traductions d'ouvrages allemands, elles se limitent pour l'heure au domaine militaire et ont dans l'ensemble trait soit à l'organisation de l'armée allemande, soit à la victoire allemande dans la guerre de 1870/71.

En Palestine, l'Allemagne dispose de deux facteurs d'influence sur lesquels elle est tentée pendant un moment de s'appuyer. D'une part, depuis la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, un certain nombre de Juifs venant d'Europe centrale, victimes de pogroms, émigrent vers la Palestine. Pour les autorités allemandes locales, la venue de Juifs parlant l'allemand constitue un avantage pour développer les intérêts de l'Allemagne<sup>57</sup>. Une « *Hilfsverein der deutschen Juden* » est créée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, qui encourage la fondation d'écoles et d'orphelinats et la fondation

<sup>55</sup> Voir Kreiser, Klaus, « Le rôle de la langue française en Turquie et la politique culturelle allemande au début du XX<sup>e</sup> siècle ». In : Batu, Hamid ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France, op. cit.*, pp. 405 – 407

<sup>56</sup> Voir le CD-Rom publié par la bibliothèque nationale d'Ankara : Milli Kütüphane – National Library of Turkey, *Eski Harfli Türkçe Basma Eserler Bibliyografyası (Arap, Ermeni ve Yunan Alfabeleriyile) 1584 – 1986. The Biography of Turkish Works printed in non-Latin (Arabic, Armenian and Greek Characters) 1584 – 1986.*

<sup>57</sup> Voir Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Alman Nüfuzu, op. cit.*, pp. 181 et suivantes.

de colonies. Guillaume II, par ailleurs, s'est montré favorable à la cause sioniste, défendue par Theodor Herzl<sup>58</sup>, et a même abordé la question avec le sultan. Mais après le refus sans appel de ce dernier, le gouvernement allemand ne soutiendra plus l'idée de Herzl, non seulement à cause de la réaction du sultan, mais aussi à cause de celle des autres puissances, française et russe en particulier, qui craignent que le Kaiser n'assume un protectorat sur un État juif en Palestine, lié au *Bagdadbahn*. Pour autant, les autorités locales allemandes continueront à aider les nouveaux arrivants, et les publicistes et les orientalistes souligneront régulièrement le rôle que peuvent jouer les Juifs de Palestine dans le développement de la langue allemande et du commerce. D'autre part, des protestants dissidents issus de la secte des Templiers se sont installés en Palestine depuis le 19<sup>ème</sup> siècle<sup>59</sup>. Mais malgré les importantes colonies qu'ils forment, le gouvernement allemand, soucieux de ses bonnes relations avec le sultan, n'encouragera pas non plus l'installation allemande dans cette région, officiellement du moins.

Dans les provinces arméniennes de l'Empire enfin, les missions allemandes ont joué un grand rôle dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>60</sup>. Le « Deutscher Hilfsbund für Christliches Liebeswerk im Orient » et la « Deutsche Orient-Mission », créée par le pasteur Johannes Lepsius, ouvrent des écoles, des orphelinats, des ateliers ou encore des hôpitaux<sup>61</sup>.

### 3. L'opposition jeune-turque et l'Allemagne

Au moment où se développent les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne, Abdülhamid II est confronté à l'opposition des Jeunes Turcs, un mouvement formé en 1889 par des étudiants de l'École de médecine militaire d'Istanbul, qui placent leurs espoirs dans un régime constitutionnel pour mettre fin aux mouvements nationalistes et prévenir l'intervention des puissances. Le mouvement se développe rapidement et se diffuse aussi en dehors de l'Empire, parmi les exilés. Réduit efficacement au silence pendant quelques années par le sultan, il regagne du poids au tournant du siècle avec la fuite du beau-frère d'Abdülhamid, qui rejoint l'opposition jeune-turque en Europe après un conflit qui concerne l'attribution de la concession du chemin de fer de Bagdad à l'Allemagne, qu'il

<sup>58</sup> Voir Friedman, Isaiah, *Germany, Turkey, Zionism, 1897-1918*, New Brunswick, Transaction Publication, 1998 et Weltmann, Saadia E., « Germany, Turkey, and the Zionist Movement, 1914 – 1918 ». In : *Review of Politics*, 23 (1961), pp. 246 – 269.

<sup>59</sup> Voir Carmel, Alex, « The political significance of German Settlement in Palestine 1868-1918 ». In : Wallach, Jehuda L. (éd.), *Germany and the Middle East 1835 – 1939*, Institut für deutsche Geschichte, Tel Aviv, 1975, pp. 45 – 71.

<sup>60</sup> Voir Kieser, Hans-Lukas, *Der verpasste Friede – Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei, 1839 – 1938*, Zürich, Chronos, 2000.

<sup>61</sup> Jäschke, Gotthard, « Die christliche Mission in der Türkei ». In : *Saeculum*, vol. VII, 1956, pp. 68 – 78. Voir l'annexe biographique.

souhaitait voir donnée à la Grande-Bretagne. Mais il semble que ce conflit ait éclaté pour des raisons d'intérêts financiers et non pas par idéologie<sup>62</sup>.

Au tournant du siècle, l'opposition jeune-turque se divise en deux mouvements : celui de Sabahaddin, le fils de Damad Mahmud, qui prône la décentralisation et l'initiative privée, et qui estime nécessaire de s'appuyer sur la Grande-Bretagne pour renverser le sultan, et celui d'Ahmed Rıza, un Jeune Turc fortement influencé par le positivisme, qui défend une vision centralisée de l'Empire, estime que l'élément turc en est le plus important, et refuse toute intervention des puissances. En 1906, le groupe d'Ahmed Rıza, organisé autour du Comité union et progrès à Paris, se renforce grâce à l'arrivée de Bahaeddin Şakir<sup>63</sup> et du docteur Nâzım<sup>64</sup>, qui contribuent à en faire un comité structuré. À ce moment-là, le mécontentement grandit dans l'Empire, des révoltes éclatent, les soldats se mutinent, surtout en Macédoine, là où les pressions européennes sur l'Empire sont les plus fortes. En septembre 1906, un groupe de militants fonde la Société ottomane de la liberté, qui fusionne l'année suivante avec le Comité union et progrès (CUP), dont elle prend le nom. Ce comité est bientôt rejoint par de jeunes officiers issus des écoles militaires qui passent à l'action en juin 1908.

À l'origine, les Jeunes Turcs sont plutôt des intellectuels influencés par le courant positiviste, élitistes, anti-religieux et anti-impérialistes. Mais leurs idées évoluent fortement entre 1902 et 1908<sup>65</sup>. À la veille de la révolution, ils sont devenus pragmatiques et envisagent la situation de l'Empire sous l'angle de la *Realpolitik*. D'un mouvement intellectuel, le comité est devenu un mouvement politique qui veut s'appuyer sur l'armée. En ce sens, les jeunes officiers qui rejoignent le CUP à partir de 1907 ont une vision très proche de *Das Volk in Waffen* de von der Goltz. Pragmatiques, ils le sont aussi devenus à propos de leur compréhension de l'Empire : après la révolution, ils se diront officiellement ottomanistes, c'est-à-dire voulant une même citoyenneté ottomane pour tous les groupes de l'Empire. Dans les faits cependant, ils attribueront un rôle dominant à ce qu'ils sont eux-mêmes : musulmans ottomans, et au final turcs<sup>66</sup>. Après la révolution, ils abandonneront aussi pour un temps l'anti-impérialisme, qui avait pourtant été l'un de

<sup>62</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülmid II*, op. cit., p. 380.

<sup>63</sup> Bahaeddin Şakir est l'un des unionistes les plus connus. Après la révolution de 1908, il continuera à travailler pour le comité central. Après la Première Guerre mondiale, il se réfugiera en Allemagne puis sera assassiné par un Arménien en 1922.

<sup>64</sup> Le docteur Nâzım est également l'un des membres les plus influents du CUP. Après la révolution, il sera secrétaire général du comité central et ministre de l'Éducation en 1918. Il sera condamné à mort lors des procès de 1926.

<sup>65</sup> Hanioglu, Şükrü M., *Preparation for a Revolution, The Young Turks, 1902 – 1908*, Oxford, University Press, 2001, pp. 289 – 311.

<sup>66</sup> Voir Zürcher, Jan Erik, « Young Turks, Ottoman Muslims and Turkish Nationalists... ». In : Karpat, Kemal H. (éd.), *Ottoman Past and Today's Turkey*, op. cit., et *ibid.*, *The Unionist Factor. The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement, 1905 – 1926*, Leiden, Brill, 1984, pp. 24 – 25.

leurs *Leitmotiv*, et rechercheront en priorité la modération dans leurs relations avec les puissances européennes.

Depuis que le sultan a essayé de s'en faire une alliée, les Jeunes Turcs ont fortement critiqué l'Allemagne. Particulièrement opposés au *Bagdadbahn*, ils reprochent au sultan de brader l'Empire. Ils sont par ailleurs fortement influencés sur le plan culturel par la France et par sa vision du Reich<sup>67</sup>. Pour le reste, ils reconnaissent certes à l'Allemagne d'être favorable aux musulmans ou à l'intégrité de l'Empire, mais dans la plupart des cas, quand ils la présentent dans leurs publications sous des jours avantageux, c'est en réalité pour s'opposer à la Grande-Bretagne et à la France, les deux puissances qu'ils connaissent.

*La position de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque*

En 1904, la Grande-Bretagne et la France concluent une « Entente cordiale », à l'origine pour régler les conflits coloniaux, qui stipule que la France reconnaît la souveraineté de la Grande-Bretagne en Égypte, tandis que cette dernière reconnaît les intérêts français au Maroc. Cette entente n'est pas dirigée contre l'Allemagne, mais elle lui enlève une marge de manœuvre essentielle, puisque désormais elle ne pourra plus marchander son soutien à la Grande-Bretagne en Égypte. Plus encore, la perspective d'acquérir des territoires coloniaux contre la volonté de la Grande-Bretagne ou de la France devient irréaliste. Cette entente est comprise par les hommes de la *Wilhelmstrasse* comme un pas décisif vers l'encercllement de leur pays. En ce sens, ils envisagent une guerre contre la France afin de briser cette alliance. Si l'idée n'est pas suivie, la démonstration du Kaiser au Maroc en 1905 doit servir à remettre en cause la pénétration française et à faire entendre la voix de l'Allemagne. Mais en réalité, le coup d'éclat de Guillaume II à Tanger revient à une victoire à la Pyrrhus<sup>68</sup>, en ce qu'elle ne fait que renforcer l'alliance entre la Grande-Bretagne et la France et la transforme même en alliance contre les puissances centrales. Au même moment, Berlin espère conclure une alliance avec la Russie, qui se trouve en guerre contre le Japon, mais ne rencontre aucun succès.

Tandis que l'Allemagne, devant l'aggravation de la situation, mise en premier lieu sur un renforcement de son armement, les autres puissances travaillent à consolider leurs positions impériales. En 1907, la Grande-Bretagne et la Russie s'entendent pour déterminer en Perse une zone d'influence anglaise et une zone d'influence russe. Ce traité, qui n'est pas conçu contre les puissances centrales, en-

<sup>7</sup> Voir Hanioglu, Şükrü M., *Preparation for a Revolution*, op. cit. Voir aussi Kaynar, Erdal, *Les rapports entre les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908*, mémoire de maîtrise sous la direction de Benjamin Lellouch et François Georgeon, Université de Paris VIII, 2004, et *ibid.*, « Les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908 ». In : *Turcica*, vol. 38, 2006, pp. 281 – 321.

<sup>68</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhem II*, op. cit., p. 332.

lève cependant au Reich toute possibilité économique, et lui donne le sentiment d'être encerclé.

La situation internationale de l'Allemagne à la veille de la révolution jeune-turque est donc délicate : quoiqu'une certaine détente ait été atteinte dans les relations avec la Russie, celle-ci reste avant tout alliée à la France. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* n'ont pas réussi non plus à provoquer de conflit entre la France et la Grande-Bretagne. La concurrence dans l'armement maritime qui a lieu entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne rend les relations entre les deux pays de plus en plus tendues. L'Italie ne représente pas un allié stable. Il ne reste que l'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

La révolution jeune-turque a donc lieu à une période « d'épreuves de force<sup>69</sup> » entre les puissances, qui s'exercent pour une grande part autour de l'Empire ottoman. Pour cette raison, l'histoire internationale détermine largement les relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman. Toutefois, celles-ci ont aussi leur dynamique propre, que nous allons essayer de mettre en évidence dans ce travail.

---

<sup>69</sup> Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales, Tome sixième : Le XIXe Siècle. II : De 1871 à 1914, l'apogée de l'Europe*, Paris, Hachette, 1955.



Première partie  
Le rôle de l'Allemagne  
dans la politique ottomane,  
de la révolution jeune-turque  
au coup d'État de 1913

